



HAL
open science

2009-2010 : la marche vers Tahrir

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. 2009-2010 : la marche vers Tahrir. Chroniques égyptiennes, 2012, 2009-2010, pp.5-15.
halshs-00729047

HAL Id: halshs-00729047

<https://shs.hal.science/halshs-00729047>

Submitted on 7 Sep 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marc Lavergne

Directeur du CEDEJ (2008-2011)

Ce qui frappe de prime abord, dans cette Egypte d'avant la crise de l'automne 2008, c'est le contraste entre l'optimisme officiel et l'état d'esprit de la population. Celle du Caire, entendons-nous, tant on oublie facilement que la métropole de 17 à 20 millions d'habitants n'est pas toute l'Egypte. Et au Caire même, les échos de l'humeur populaire ne sont perçus qu'au prisme des Egyptiens que l'étranger est amené à côtoyer, fût-il chercheur, et parlât-il la langue, voire même, comme c'est mon cas, connaîtrait-il l'Egypte depuis les temps lointains d'Anouar el Sadate. Donc pour un chercheur, - comme d'ailleurs, n'en doutons pas, pour un diplomate ou un homme d'affaires - en dehors de son champ professionnel, les échos assourdis de la réalité vécue par la population ne parviennent que par ce canal d'informateurs privilégiés que sont les chauffeurs, les bawabs, les vendeurs des rues le cas échéant, si l'on est de tempérament liant. Informateurs précieux, jamais en peine d'histoires et d'anecdotes d'un autre monde pourtant tout proche : leur monde, à des années-lumière du nôtre pour les mentalités et les perceptions. Mais informateurs intéressés à délivrer un message en fonction de leur auditeur et de la possibilité d'en tirer un gain. Donc prudence !

L'optimisme officiel repose sur une prospérité économique qui, au vu des chiffres, semble incontestable : l'Egypte est littéralement inondée d'investissements étrangers, les touristes affluent, les plages de la mer Rouge et de la Méditerranée ayant pris le relais des vestiges pharaoniques de la vallée, et les Russes et les « Arabes du Golfe » prenant le relais des cohortes de visiteurs venus des pays industrialisés d'Occident. Les sources de revenus externes se répartissent comme suit : 11, 6 milliards de \$ pour le tourisme, 9, 8 pour les envois des émigrés, 4, 7 pour le canal de Suez. Avec les hydrocarbures, dont la production de gaz connaît une rapide progression, on a là quatre ressources qui font de l'Egypte un pays rentier, dont la prospérité est suspendue à des facteurs extérieurs sur lesquels elle n'a pas de prise.

Le taux de croissance connaît un boom depuis le milieu des années 2000 : certes, la balance commerciale connaît un déficit de 25 milliards de \$ en 2008 comme en 2009, mais la balance des paiements présente un excédent de 3,3 milliards en 2009-2010. Les réserves financières sont donc abondantes et permettent de regarder l'avenir avec sérénité, même si les deux tiers du budget sont consacrés à l'achat de produits alimentaires de première nécessité, vendus à des prix subventionnés : l'Egypte accède à la société de consommation et du gaspillage, avec toutes ses distorsions et ses inégalités, et l'Etat achète ainsi la paix sociale. Certes, la jeunesse est sans emploi et sans avenir, car l'éducation a été privatisée et le modèle économique choisi n'exige pas un effort de formation massif. On peut même avancer que le pouvoir ressent comme un danger l'idée de former la population, de réduire l'analphabétisme qui gagne, non seulement en valeur absolue, mais même relative. L'enseignement public est donc réduit à un abrutissement des cerveaux enfantins, à travers un recours brutal au formatage religieux.

Mais les responsables économiques se défendent de tout cynisme : leur projet réside dans l'édification d'une Égypte moderne, dynamique, vouée aux nouvelles technologies, en phase avec les émirats du Golfe et les grands empires asiatiques. Dans ce schéma, inutile de gaspiller efforts et moyens pour maintenir à flots l'ancienne Egypte, celle de Nasser et des grands complexes industriels d'antan, destinés à satisfaire les besoins de la population. Inutile également de tenter de résoudre les problèmes de congestion urbaine - et humaine - des grandes agglomérations, de la vallée et du delta. Il faut construire cette nouvelle Égypte sur les terres vierges du désert et des littoraux : Le Caire est ainsi ceinturée, depuis une vingtaine d'années, de banlieues résidentielles de grand standing, invisibles, que les habitants des vieux quartiers ne connaissent que par les publicités agressives pour ces Dreamland et autres Paradise cities. Là vivent les privilégiés et la classe moyenne montante, celle qui dispose des savoirs et des outils de la nouvelle économie mondialisée. Une autre planète, où l'on oublie aisément que la population actuelle, de 85 millions d'habitants environ, passera à 100 millions en 2025, puis à 140-155 millions en 2050¹, avant de se stabiliser. Pour se rassurer, on se dit que la locomotive en cours de création, une fois lancée sera en mesure de tirer les wagons de la vieille Egypte...

Depuis 2004, l'Égypte a pris une série de mesures pour donner un coup de fouet à l'économie en l'ouvrant aux investissements étrangers : elle a reçu 49, 2 milliards d'investissements directs, en reconnaissance de quoi son ministre des Investissements, Mahmoud Mohieddine, a été nommé directeur exécutif de la Banque Mondiale... avant d'être mis en cause pour corruption à la chute du président Moubarak au printemps 2011. L'Égypte se présente ainsi comme un pays émergent, adoubée par la France avec qui elle copréside le projet d'Union pour la Méditerranée, lancé le 13 juillet 2008 à Paris en présence de la quasi-totalité des dirigeants arabes, et qu'elle a fait admettre au sein du G-20.

Malheureusement, la crise financière de l'automne 2008, née en Californie, va atteindre cette Égypte en cours d'intégration au système-monde, par le canal de Dubaï et des autres émirats du Golfe. 200 000 Égyptiens vivent aux EAU : leurs transferts chutent de 441 millions \$ au 4^e trimestre 2007-2008 à 260 à la même période de 2008-2009. Pour ceux qui perdent leur emploi comme pour leur famille restée au pays, c'est le drame : l'économie égyptienne est touchée par le ralentissement ou l'arrêt des projets et des investissements étrangers. La fragilité de l'économie égyptienne, dépendante de ressources extérieures aléatoires, et sous perfusion des pays du Golfe qui accueillent sa main d'œuvre, qui y investissent et viennent y passer les vacances d'été devient patente².

Et les jeunes Égyptiens prennent de plus en plus nombreux le risque de franchir la Méditerranée sur des embarcations de fortune, pour tenter de rejoindre l'eldorado européen : c'est l'arche de Noé décrite cette année-là par l'écrivain Khaled el Khamissi³, dans le fil de sa série sur les maux de l'Égypte entamée avec le best-seller

¹ Supreme Council for Urban Planning Forecasts, cité dans "A bigger slice of cake", Egyptian Gazette, 5 mai 2010.

² Voir Jean-Yves Moisseron et Françoise Clément, Politique africaine

³ Khaled el-Khamissi : Safinet Nouh

Taxi⁴. La survie de millions d'Égyptiens tient à des expédients : la criminalité se développe dans un pays réputé pour sa sécurité ; le trafic et la consommation de drogues devient un fléau social, et la vente des reins et des cornées alimente de fructueux trafics au bénéfice des riches malades du Golfe et d'ailleurs. Quant aux jeunes filles de milieux pauvres, elles sont de plus en plus nombreuses à être « mariées » mineures, même si une loi sur l'enfance, promulguée en 2008, a fait passer l'âge légal du mariage des filles de 16 à 18 ans. En réalité, dans de nombreux villages, ces mariages ne sont que le déguisement d'une prostitution temporaire appréciée par les touristes du Golfe, qui activent de véritables réseaux, avec la complicité des parents. Un village comme Aziziya dans le gouvernorat de Giza s'est fait une spécialité de ces mariages forcés⁵.

En bref, comme le relève le 25 octobre 2010 un article du journal indépendant Masri el-Youm, le peuple d'Égypte se meurt : « C'est un désastre, ils sont pratiquement assassinés par l'eau polluée, le manque de réseaux d'assainissement, la nourriture contaminée, les maladies létales et un gouvernement inactif ».

Même si la crise des subprimes a été un choc psychologique pour les catégories privilégiées, elle n'a eu qu'un effet passager : la livre égyptienne a tenu, les investissements et les touristes sont revenus et le taux de croissance s'est tout de même maintenu en 2009-2010 au-dessus de 4 %. La population a certes subi un taux d'inflation à deux chiffres, surtout concernant les produits alimentaires qui constituent l'essentiel des dépenses en milieu population : la spéculation aidant, le prix de légumes de base comme les tomates a quadruplé et celui de la viande a atteint des niveaux qui en font un mets de luxe pour les milieux populaires et la classe moyenne.

Mais ce qui a exacerbé la rancœur des Égyptiens a été le sentiment général de la déshérence du pouvoir, insensible aux souffrances du peuple. Des signes de cette indifférence – ou de cette incapacité à répondre aux attentes de la population – s'étaient déjà fait sentir en 2007, avec les pénuries de pain qui avaient réveillé de villes angoissées, l'effondrement d'un pan de falaise du Moqattam sur le quartier d'habitations spontanées de Doweïqa⁶, le naufrage d'un navire transportant des pèlerins en mer Rouge, navire appartenant à un député du parti au pouvoir qui avait pu quitter le pays sans être inquiété...Mais de nouveaux événements qui se succèdent montrent que l'Etat est désormais incapable de venir en aide à la population. Or les Égyptiens, peuple d'atavisme paysan, sont très attachés à la sécurité apportée par un Etat stable, fut-ce au prix de leur liberté.

Des catastrophes pas naturelles

a) L'épidémie de grippe porcine

Après la grippe aviaire en 2008, qui avait révélé les conditions d'hygiène à haut risque de l'élevage des volailles, tant à la campagne qu'en ville, où hommes et

⁴ Khaled el Khamissi : Taxi, éd. française...

⁵ « Des mineures en danger », Ahram Hebdo, 23-29 décembre 2009

⁶ Voir Chroniques égyptiennes 2008

animaux vivent dans la plus grande promiscuité, c'est le virus H1N1 qui touche l'Égypte en juin 2009. D'emblée, l'épidémie atteint le rythme de dix décès par semaine ; ce n'est qu'en janvier 2010 que la décrue se fera sentir. En tout, selon les chiffres officiels, 10 000 personnes auront été contaminées et environ 300 seront décédées. Entretemps, la prise en charge de l'épidémie aura montré les déficiences des autorités et soulevé de nombreuses critiques : l'abattage des porcs, jetés vivants dans des broyeuses, a choqué jusqu'au cheikh d'Al-Azhar, qui a dû rappeler que les porcs étaient des créatures de Dieu. Mais le principe même de ce ciblage des porcs est apparu à la fois comme un rejet de la responsabilité sur les éboueurs (stigmatisation sociale) qui sont en même temps des Coptes (stigmatisation religieuse) ; et il a été avancé que les pouvoirs publics avaient saisi cette occasion pour tenter d'évincer les éboueurs de leurs quartiers, hier éloignés du centre-ville, aujourd'hui rattrapés par la marée urbaine, au profit de promoteurs immobiliers proches du pouvoir, et à l'affût de plus values. Au lieu d'aborder la question économique, sanitaire et sociale du ramassage des ordures, l'un des fléaux de l'Égypte urbaine, la seule préoccupation des autorités aurait donc été d'en tirer un profit pécuniaire.

En outre, les mesures radicales de fermeture des écoles et des universités qui ont été prises pour éviter la contagion, faisant perdre une année scolaire à toute la jeunesse scolarisée, ont été souvent perçues comme motivées par le souci d'éviter un embrasement de la contestation estudiantine en période pré-électorale.

b) L'incinération de la paille de riz

Chaque automne, un nuage noir venu du delta du Nil recouvre la capitale, causant une vague d'affections respiratoires et de décès des catégories fragiles de la population des grands centres urbains et en particulier du Caire. Coupable, la riziculture dans le nord du delta, ou plus exactement le brûlis dans les champs des pailles subsistant après la récolte. Depuis plus de dix ans, le gouvernement annonce avoir résolu le problème, grâce à la mise place d'usines de compression des pailles pour les valoriser. En réalité, le système ne fonctionne pas, faute de moyens de transport, de coordination entre services et d'incitation des agriculteurs. Et chaque année, la colère de la population du centre-ville déjà congestionné par le trafic automobile et la pollution qu'il engendre monte sans que les pouvoirs publics ne semblent se mobiliser efficacement pour mettre fin à ce fléau⁷.

c) Le fléau automobile

Le trafic automobile est lui-même devenu un fléau économique et social. Le Caire compte 2 millions de véhicules en 2009, dont 1,4 million de voitures privées, sur 5 millions pour toute l'Égypte. La circulation automobile anarchique pose un problème de cohabitation avec la circulation piétonne qui s'en trouve marginalisée et soumise à un stress épuisant. Le drame est que cette circulation automobile en augmentation incompatible avec l'état du réseau routier répond à la vétusté, à l'inconfort et à la promiscuité des transports en commun ainsi qu'à la volonté de distinction des classes

⁷ « Paille de riz, dix ans de cauchemar », Ahram Hebdo, 9-15 septembre 2009

moyennes émergentes. Mais au fond, le grand coupable est l'Etat, qui défend les intérêts des importateurs - et des pays européens dans le cadre de l'accord de partenariat entre l'Égypte et l'Union Européenne signé en janvier 2010 - et des groupes étrangers implantés localement, en ouvrant l'achat de voitures au crédit à la consommation dans des conditions extrêmement tentantes. Et l'Etat est par ailleurs d'une indifférence à peu près infinie vis-vis du calvaire des usagers des transports en commun, en particulier de ceux qui doivent emprunter les 7500 microbus et autres minibus privés. Ceux-ci sont en effet en grande partie, prétend la *vox populi*, sous la coupe de groupes mafieux auxquels participent les gradés de la police et échappent à tout contrôle. Le nombre de victimes d'accidents de la route dus aux transports en commun s'élevait à 1000 morts et blessés en 2003 ; on en est officiellement à plus de 50 000 en 2009 au total.... En 2009, une loi sur le trafic automobile est adoptée, rendant le port de la ceinture automobile obligatoire : l'objectif réel n'en serait que de permettre à quelques importateurs bien introduits auprès des autorités de réaliser un bénéfice facile. Et de fait, après quelques semaines d'émoi, la loi tombe en désuétude. Et ce n'est pas l'achat de quelques centaines de bus flambant neufs qui changera la situation générale⁸, ni l'achèvement de la ligne de métro n°3, en direction de l'aéroport international. Ligne dont le tracé même indique les priorités de l'État : elle ne correspond pas à celles de la masse de la population, mais à celles des tenants de l'insertion au monde de l'Égypte « moderne », c'est-à-dire aux besoins des touristes, des investisseurs étrangers et de la minorité des Égyptiens à l'interface de leur pays et du monde. Et Le Caire demeure tragiquement sous-équipé avec ses trois lignes de métro, en grande partie reprises d'anciennes lignes de tramways, pour une population de 20 millions d'habitants.

Ces choix politiques vont de pair avec la généralisation des passe-droits, des abus et de la vénalité des détenteurs de toute parcelle, fût-elle infime, de pouvoir. Les services publics, l'administration, la police, les services d'éducation et de santé, sont de plus en plus des moyens de ponctionner le citoyen, ponctions auxquelles échappent dans une large mesure la population des nouveaux quartiers, des nouvelles couches privilégiées urbaines, régies par des normes et des réglementations allégées et pragmatiques, et où les services, y compris administratifs, sont largement privatisés.

La corruption comme modèle

En 2009, l'ONG Transparency International classe l'Égypte au 115^e rang sur 180 pays recensés sur l'échelle de la corruption mondiale, en recul de huit places sur 2008. La corruption a gangrené l'Égypte au point de faire disparaître toute morale publique, civique ou citoyenne, et de transformer la vie quotidienne des Égyptiens en un combat rythmé par la distribution des bakchichs. L'Etat donne le ton, puisque ses fonctionnaires sont implicitement priés de se payer sur le contribuable, l'utilisateur, le patient, les parents d'élèves, les justiciables, etc. Chaque fonctionnaire s'est ainsi transformé en micro-entreprise, dont la fonction ne sert que d'accès à une rente. Sur l'échelle de Transparency international, l'Égypte est nantie d'un 2,8 sur 10, selon un

⁸ Du flambant neuf, Ahram Hebdo, 12-18 mai 2010

ordre décroissant de corruption de 0 à 10, et encore les organismes de contrôle ne détectent-ils qu'une infime minorité des cas, pas plus de 10 % du total. Cette corruption qui a déteint sur le secteur privé est bien décrite par l'économiste Galal Amin qui publie en 2009 « L'Égypte et les Égyptiens sous Moubarak (1981-2008) ». Mais elle laisse dans l'ombre une autre corruption, bien plus dommageable celle-là, puisqu'elle distord l'ensemble des règles du jeu économique et transforme le champ des acteurs politiques en une gigantesque « assiette-au-beurre » : celle des barons du régime, qui spéculent sur les matières importées, comme le blé ou le fer à béton, qui accaparent les terrains à bâtir et provoquent des pénuries artificielles, qui s'entendent pour se répartir les marchés publics, en accord avec les entreprises étrangères souhaitant produire ou vendre en Égypte.

Depuis l'ascension de Gamal Moubarak, ces pratiques auraient été systématisées autour de quelques ministres détenant les clés du secteur économique et financier, et de quelques personnages comme Ahmed Ezz, devenu l'homme clé du parti au pouvoir alors même qu'il s'est arrogé le monopole du fer à béton, élément essentiel du secteur du bâtiment⁹. La corruption, perturbant les mécanismes économiques, minant les rapports sociaux, ruinant les valeurs morales, est devenue, en dépit des efforts de quelques personnages intègres, comme Gawdat el Malt, le président de l'organisme du contrôle administratif (la Cour des comptes égyptienne), irremplaçable comme moteur de l'économie, et comme élément régulateur des rapports sociaux, voire des rapports humains. C'est ce qui ressort du rapport 2009 de cet organisme, qui totalise 125 000 pages sur les « défaillances du système qui ont mené à une crise de confiance entre le gouvernement et les Égyptiens »¹⁰. L'Égypte, qui se distingue au sein du monde arabe par sa réputation de vénalité et d'avidité, est tombée dans un gouffre dont les « Jeunes de la révolution » hier, les dirigeants islamistes demain, se font fort de la tirer, sans que l'on voie très clairement les moyens d'y parvenir.

Mais la corruption n'est pas que financière : l'un des plus grands scandales de la période est l'assassinat de la chanteuse libanaise Suzanne Tamim, en juillet 2008, à Dubai, sur les ordres du magnat des affaires égyptien Moustafa Talaat, propriétaire d'un des plus grands groupes de BTP égyptien et député PND à l'Assemblée du peuple. Sous la pression des autorités de l'émirat, le meurtre ne peut être étouffé et doit être jugé, faisant les grands titres de la presse jusqu'à ce que le silence soit imposé par le pouvoir. L'affaire étale au grand jour les mœurs crapuleuses des hommes d'affaires liés au régime, et accentue le divorce entre celui-ci et l'opinion publique. Les deux accusés, Moustafa Talaat et son homme de main, seront condamnés à mort en mai 2009 et leur peine commuée en mai 2010 par la Cour de cassation.

L'islamisme au cœur de la société

Cette faillite morale fait le succès des mouvements islamistes, dont l'offre politique se renforce et se diversifie. Pour l'immense majorité des Égyptiens, ils sont la référence ultime : ce sont des modèles sur la voie de l'accomplissement de soi en islam, et ce

⁹ Voir Chroniques 2008

¹⁰ Où situer la transparence ? , Ahram Hebdo, 13-19 janvier 2010

sont des acteurs honnêtes et dévoués qui depuis plusieurs décennies déjà, suppléent l'Etat déficient auprès des déshérités. On se souvient encore du tremblement de terre qui frappa Le Caire en 1992, et où nombre de victimes ne durent leur salut qu'à l'intervention des équipes médicales et humanitaires des Frères. Certes, les Frères sont dans une situation inconfortable vis-à-vis de l'Etat : réprimés, certes, mais tolérés, y compris sur la scène politique puisqu'ils comptent 88 députés à la Chambre du Peuple, où ils forment la principale force d'opposition. Mais ils sont actifs et présents partout, à travers le pays, mais aussi dans tous les corps de métiers, où ils détiennent la présidence de syndicats professionnels incarnant une force au moins aussi puissante que le Parlement, dans l'administration et dans l'armée. Au cours de la décennie précédente, l'Egypte s'est massivement réislamisée, dans sa pratique religieuse, dans le déploiement de signes ostentatoires de piété, devenus un des ingrédients majeurs du conformisme social, auquel les Egyptiens tiennent tant. Les Frères Musulmans surfent sur cette vague profonde. Mais ils ne sont pas exempts non plus de préoccupations : la pression américaine en faveur de la libéralisation du régime au milieu des années 2000 s'est relâchée, et le pouvoir ne fait pas mystère de vouloir les écarter totalement de la scène politique à la faveur des élections législatives prévues en novembre 2010, pour faire place nette à Gamal, le dauphin non-désigné. Dans la mouvance islamiste, ils sont nettement concurrencés par les chapelles salafistes, qui attirent massivement la jeunesse avec leur promesse d'idéal et de retour au paradis perdu dont les Frères ne peuvent se prévaloir. Il sont aussi sur la défensive face aux jeunes prédicateurs télévisuels ou sur la Toile, comme Amro Khaled, l'idole des ados, dont le message de « redressement moral » individuel est simple et clair. Du coup, des clivages se font jour au sein même de la confrérie, entre dirigeants âgés, issus de la classe moyenne des petits entrepreneurs qui forment l'ossature du mouvement, et jeunes, souvent éduqués mais chômeurs, issus des couches populaires et beaucoup moins enclins aux compromis avec le pouvoir. C'est dans cette ambiance de défis multiples que la Confrérie est traversée par un violent conflit interne à l'occasion de la désignation de son nouveau « guide ». Le site en ligne *islamonline* devient un des lieux privilégiés du débat d'idées pour une génération de jeunes militants islamistes d'obédiences diverses, qui développent des analyses et des débats autonomes de leurs dirigeants. L'expérience, soutenue par le Qatar, trouvera sa fin lorsque ce dernier retirera son aide financière, sous la pression des autorités égyptiennes. Mais son message de liberté critique ne sera pas oublié, et la révolution du 25 janvier montrera comment les jeunes Frères (et Sœurs) n'hésiteront pas à entraîner la Confrérie dans la contestation.

Changements d'hommes, résistances d'appareils

En janvier 2010, Mohamed Badie devient le 8ème « guide » des Frères Musulmans Il succède à Mehdi Chakef, qui avait annoncé sa retraite en octobre 2009 en raison de profondes divergences entre conservateurs et modérés. Agé de 67 ans, Mohamed Badie est un professeur de médecine vétérinaire de la génération de 1965, année où il avait été arrêté et condamné à 15 ans de prison pour appartenance à la mouvance radicale de Sayyed Qotb. Ultraconservateur, c'est néanmoins un homme calme et pondéré, dont on attend qu'il tranche sur son prédécesseur, au caractère emporté. On s'attend alors que la Confrérie, qui a évincé ses éléments réformateurs comme

Abdelmoneim Aboufoutouh, donne la priorité à la réislamisation en profondeur de la société, face au verrouillage croissant de la scène politique par la tendance ultralibérale qui soutient Gamal Moubarak.

Mais, en juin 2010, le nouveau guide engage la Confrérie dans un rapprochement stratégique avec l'Alliance pour le Changement de Mohamed el-Baradei, nouveau venu « laïque » sur la scène politique égyptienne, qui a eu l'audace de contester le cadre constitutionnel de l'élection présidentielle qui doit se tenir en septembre 2011. Concrètement, ce rapprochement se traduit par la participation des jeunes militants fréristes à une vaste campagne de signature demandant l'ouverture de la compétition électorale aux candidats indépendants.

L'islam officiel n'est pas en reste, puisque le cheikh d'Al-Azhar, Mohamed Sayed Tantawi, se signale par des positions ouvertes au dialogue interreligieux au moment même où surviennent en Europe des controverses sur l'érection de minarets en Suisse ou le port du *niqab* en France. Il va même jusqu'à interdire le port du niqab dans les salles d'examen de l'université d'Al-Azhar, s'exposant ainsi à des attaques de la part de milieux islamiques conservateurs. Cette voix pondérée semble cependant bien isolée alors que l'islam wahhabite, résultat de l'émigration en masse des travailleurs égyptiens dans le Golfe depuis trente ans, et de la détérioration des conditions de vie au pays, progresse en balayant les antiques formes de socialisation religieuse au profit de discours intégristes et intolérants. Son décès soudain en 2010 fera parvenir à la tête de la vénérable institution, nommé par le pouvoir (lui-même siège au Comité central du PND) le cheikh Ahmed el-Tayeb, réformateur « militant », formé en France, qui s'évertue à rendre à Al-Azhar sa crédibilité en Egypte et dans le monde musulman par ses positions indépendantes et ouvertes dans les débats de société et en particulier dans le dialogue avec les représentants d'une communauté copte en pleine effervescence.

Le panorama politique de l'Égypte de 2009-2010 est donc assez paradoxal : à un pouvoir incarné par un vieillard autocratique mais affaibli par la maladie, s'opposent d'autres octogénaires, dans un jeu d'équilibre instable auquel participe également le pape Chenouda III, de plus en plus fortement contesté pour ses accommodements avec le pouvoir, par les évêques et la jeunesse copte, soutenus par une diaspora turbulente. Mais nulle part les espoirs de changement de la jeunesse ne parviennent à s'imposer et à poser les vrais problèmes que l'Égypte doit impérativement résoudre pour se donner un avenir et garder sa place dans la région.

Le temps des blogueurs

Avec en ligne de mire les élections législatives prévues en novembre 2010 et les élections présidentielles en septembre 2011, la scène politique égyptienne a tendance à se figer. La montée en puissance du clan de Gamal Moubarak se traduit par une répression accrue à l'égard des Frères musulmans : c'est par centaines que les militants et les cadres du parti, dans les deux « capitales » et le delta, sont arrêtés, jetés en prison et condamnés à de parfois lourdes peines. L'étau se resserre au fil des mois autour des dirigeants qui ne sont finalement pas épargnés. Et le mouvement, qui se fait fort de pouvoir mobiliser la rue, semble étrangement passif face à ces

attaques en règle : serait-il en perte de vitesse ? On est fondé à penser que les vifs débats en son sein, entre vieille garde représentative d'orientations petite-bourgeoises, et la base plus jeune et plus populaire, affaiblit sa capacité de réaction.

Du côté des militants démocrates, l'effervescence des années 2004-2005 est retombée : Kefaya a disparu en tant que force active, même si l'Alliance pour le Changement a d'une certaine manière pris le relais, regroupant jusqu'à 200 000 partisans sur différents sites internet. Le mouvement du 6 avril essaie de faire entendre sa voix lors de chacun de ses rendez-vous annuels, mais il est encore une fois, en 2010, brisé par la Sécurité. Seuls demeurent actifs, mais étroitement cantonnés, des partis d'opposition traditionnels comme le Wafd, le Front démocratique, le Tagammou' (Rassemblement) de gauche, le parti nassériste, le parti (suspendu) du Travail et Al-Ghad, dont le dirigeant Ayman Nour purge une peine de cinq ans de prison, à la suite de sa candidature contre Moubarak en 2005. D'autres partis comme Al-Wassat, issu d'une scission des Frères, et Karama, ne sont pas autorisés.

Dans ce paysage figé, c'est la floraison du phénomène blog qui anime l'expression politique, défiant censure et répression. Le rapport sur « L'Etat de la liberté d'opinion et d'expression en Egypte en 2009 » publié en mai 2010 par le « Réseau arabe pour l'information sur les Droits humains (ANHRI) » relève que le maintien de la loi d'urgence depuis 1981 et la répression menée par l'appareil de sécurité à l'encontre des journalistes et des blogueurs ne sont qu'imparfaitement contrôlés par le Parquet, le syndicat des journalistes ou les ONG, mais qu'au bout du compte, c'est la supériorité technique et l'inventivité des blogueurs qui leur assure une avance dans ce jeu du chat et de la souris...

On pourrait encore évoquer bien d'autres faits, décisions, événements qui ont défrayé la chronique de ces années vécues en tension croissante. Même le discours de Barack Obama, le 4 juin 2009 à l'université du Caire, avec son message d'espoir dans le changement démocratique, a paru tomber à plat, tant le décalage entre les adjurations américaines et les intérêts de la caste dirigeante locale semblaient contradictoires. Et l'on pouvait penser que les intérêts stratégiques des Etats-Unis feraient toujours pencher la balance vers une succession en douceur du président Moubarak, préservant certes les intérêts bien compris de l'armée égyptienne, mais dans le cadre d'un amarrage toujours plus étroit de l'Égypte, môle de l'Occident dans la région. Les historiens ont encore beaucoup à nous apprendre sur l'enchaînement réel des facteurs qui ont transformé l'état des lieux des années 2009-2010 d'un potentiel de révolte en une (souvent) joyeuse explosion libératrice, avant que les recompositions politiques et sociales de fond ne se mettent en mouvement.

